

Dossier

# TUNISIE

# AVANT-PROPOS DU DOSSIER TUNISIE

L'année 2011 a été marquée par une déferlante révolutionnaire secouant le Maghreb et le Moyen-Orient. Elle a remis en cause la vision issue de la période coloniale suivant laquelle les peuples de la région seraient culturellement voués à l'autoritarisme :

- soit de l'obscurantisme religieux (Arabie saoudite, Iran, etc.)
- soit de régimes présentant leur dictature comme un rempart contre l'islamisme (Ben Ali, Mubarak, etc.).

Ces révolutions constituent également un rejet du rouleau compresseur néo-libéral ravageant les pays du Sud depuis la fin des années 1970, à la suite du coup d'État de 1973 au Chili.

Au cœur des mobilisations de 2011 s'est exprimée non seulement la volonté de démocratie, mais aussi une volonté de justice sociale et un refus de masse des politiques néo-libérales :

- libéralisation, privatisations, licenciements, remise en cause des mécanismes redistributifs,
- classe supérieure richissime et développement de la corruption,
- appauvrissement de la majorité de la population,
- montée des inégalités géographiques, notamment en Tunisie.

Avant 2011, la Tunisie et l'Égypte étaient volontiers présentées par les dirigeants occidentaux, le FMI ou la Banque mondiale comme des modèles de modernisation réussie. Les mêmes affirmaient « *There is no alternative !* ». De soi-disant penseurs péroraient sur « fin de l'histoire », proclamaient dépassée l'idée même de révolution et niaient tout rôle historique aux dominés et en particulier à la classe ouvrière.

Ces affirmations apparaissent maintenant clairement pour ce qu'elles étaient : la simple volonté des classes dirigeantes et de leurs alliés de présenter comme éternel ce qui n'était que le fruit de défaites politiques à une période donnée.

La vague révolutionnaire partie de Tunisie a suscité immédiatement une vague d'enthousiasme, non seulement dans les autres du Maghreb et du Moyen-Orient, mais plus largement parmi les populations des pays du Nord. À l'heure de la mondialisation capitaliste néo-libérale la communauté de destin entre les exploités et les opprimés s'est notamment exprimée, à l'image de la Tunisie, par l'occupation des places publiques en Égypte, puis en Espagne, à New York ou au Québec. Une grande claque a été ainsi donnée aux propagandistes du « choc des civilisations ».

La révolution tunisienne et celles qui l'ont suivie dans la région résultent avant tout de la conjonction d'une révolte de la jeunesse, de la mobilisation des popu-

lations paupérisées des régions de l'intérieur et de l'implication de militants syndicaux combattifs.<sup>1</sup>

Contrairement à la vision unilatérale des propagandistes du néo-libéralisme, des contre-tendances étaient en fait à l'œuvre dans la région dès la fin des années 1970. Elles s'étaient accélérées dans les 10 dernières années, et surtout depuis 2006/2008 en liaison avec la crise globale du capitalisme.

*« L'Égypte avait montré la voie : En 1977, des émeutes d'ampleur nationale avaient eu lieu contre la remise en cause, inspirée par le FMI, des subventions sur les biens de première nécessité. Le gouvernement avait été obligé de les remettre en place, mais elles avaient été ensuite supprimées par petites touches dans les trente années qui ont suivi. En réaction, les travailleurs ont lancé des vagues de grèves au milieu des années 1980 et au début des années 1990. Les mobilisations ouvrières ont ensuite proliféré à partir de 1998.*

*En Tunisie, l'UGTT avait appelé à la grève générale en 1978, et il a y eu de grandes émeutes contre le FMI en 1984.<sup>2</sup>*

*Au Maroc, des grèves ouvrières et étudiantes ont eu lieu en 1981, ainsi qu'en 1990 des émeutes dans les quartiers pauvres de Casablanca. Des mobilisations ont eu lieu en 2008, contre la hausse du prix du pain, qui ont contraint le gouvernement à faire machine arrière.*

*En Jordanie, des émeutes de la faim ont eu lieu en 1989. En Algérie, une explosion de colère s'est produite en 1988 lorsque le gouvernement prit la décision d'adopter une politique économique copiée sur celle préconisée par le FMI ».<sup>3</sup>*

– Pour mieux comprendre le présent, il est important de connaître le passé. Il nous a donc semblé utile de commencer par revenir sur les soixante-quinze années de colonialisme français, suivies d'une trentaine d'années d'autoritarisme bourguibien, puis de vingt-trois ans de dictature de Ben Ali. Nous nous sommes attachés à mettre un accent sur la dimension syndicale de cette histoire complexe, et dont certains aspects devraient être davantage connus avec la fin de la dictature.

– Pour présenter l'évolution du pays depuis le 14 janvier, nous avons donné la parole à des syndicalistes, des féministes et des jeunes chômeurs-diplômés.

– Malgré les difficultés actuelles, le processus révolutionnaire ouvert en décembre 2010/janvier 2011 est toujours en cours. Raison de plus pour ne pas relâcher la solidarité. C'est sur cet aspect que se termine ce dossier en prenant comme exemple, d'une part quelques coopérations syndicales auxquelles l'Union syndicale Solidaires participe, d'autre part la campagne contre la dette.

– À noter qu'une partie des documents recueillis n'a pas pu trouver de place dans la version papier de ce dossier. Ils sont par contre disponibles dans la rubrique « International » de [www.solidaires.org](http://www.solidaires.org)

Une première version de ces textes avait circulé en juillet 2012, notamment auprès de Tunisien-nes avec qui l'Union syndicale Solidaires est en contact, dont bien sûr celles et ceux dont les propos sont reproduits dans ce dossier. Qu'ils/elles en soient tous/toutes remerciés-es. Leurs remarques nous ont permis

de rectifier des inexactitudes et d'apporter des ajouts. C'est notamment le cas de l'historien Amira Aleya Sghaier qui a relu attentivement toute la partie historique. Ils/elles ne sauraient être toutefois tenu-e-s pour responsables de la forme définitive de ce document qui intègre parfois des modifications postérieures à leur relecture.

Il en va de même pour les passages des textes empruntés et parfois remaniés à la marge, et qui ne sont pas toujours explicitement signalés. Les auteurs des textes originaux ne peuvent pas être tenus pour responsables de nos éventuelles erreurs d'interprétation.

1. Le monde associatif a largement contribué à établir des ponts entre les différentes forces en lutte : s'y côtoyaient en effet syndicalistes, militants de la gauche clandestine ou légale, avocat-e-s, étudiant-es, féministes, artistes, journalistes, militant-es des droits de l'Homme, etc.

2. En Tunisie, la grève générale de 1978 revendiquait notamment la démocratie syndicale et l'indépendance de l'UGTT vis-à-vis du pouvoir (gouvernement et parti du pouvoir). Les grandes émeutes de 1984 refusaient l'augmentation des prix des denrées de première nécessité comme le blé, la farine ou le pain. Elles ont obligé le gouvernement à revenir sur ses décisions, condamnant Bourguiba à changer son fidèle premier ministre à cette époque. Le fait que les émeutes du pain ait fait tomber le gouvernement a constitué une première pour le peuple tunisien (précisions apportées par Hamadi Ben Mim).

3. Joel Beinin : « The Middle East's Working-Class Revolutions ? » (24/08/2011). Article paru dans *The Nation* et reproduit dans [www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article\\_impr](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article_impr) & id\_article = 22703 Traduction par AB pour l'Union syndicale Solidaires.

## SOMMAIRE DU DOSSIER TUNISIE

Avant-propos	3
Sommaire	6
Quelques repères	9

### UNE BRÈVE HISTOIRE DE LA TUNISIE AVANT 2011

Soixante-quinze ans de colonialisme	10
Les débuts du mouvement national et du mouvement ouvrier (1907-1943)	12
La maturité du mouvement national et du mouvement ouvrier (1943-1956)	17
La Tunisie sous Bourguiba (1956-1987)	21
Le règne de Ben Ali (1987-2011)	26
Chronologie syndicale (1946-2011)	30
Les forces politiques	33
Militer dans le secteur privé sous Ben Ali (Lamjed Jemli)	39
Le rôle de la solidarité internationale dans la chute de Ben Ali	42

### LA TUNISIE DEPUIS LE 14 JANVIER 2011

Introduction	45
Les raisons profondes du soulèvement tunisien	46
De la révolution de janvier 2011 aux élections d'octobre (Alain Baron)	47
Depuis les élections d'octobre 2011 (Nizar Amami et Ali Ourak)	55
La situation en juillet 2012 (Nejib Sellami)	60
La nouvelle place du syndicalisme	61
« L'initiative de l'UGTT » (Lamjed Jemli)	65
À propos du pluralisme syndical (Kacem Afaya et Lamjed Jemli)	67
L'UGTT en juillet 2012 (Kacem Afaya)	70
Le contexte revendicatif (Lamjed Jemli)	72
L'impact de la crise économique (Lamjed Jemli)	74
La suppression de la sous-traitance (Lamjed Jemli)	76

**LES DROITS DES FEMMES :****UN ENJEU POUR LA RÉVOLUTION TUNISIENNE**

« La lutte contre l'exploitation des femmes peut être un moteur de changement social global » (Ahlem Belhadj)	77
Entretien avec Fatima Ghanmi	81
Intervention de Wassila Ayachi aux journées intersyndicales femmes de mars 2012	83
Déclaration commune du 7 août 2012	86

**LA MOBILISATION DES DIPLÔMES CHÔMEURS**

Présentation de l'UDC (Maher Hamdi et Sabra Chraïfa)	88
Les relations entre l'UDC et l'UGTT (Sabra Chraïfa)	92
Les relations entre l'UDC et les partis (Maher Hamdi et Sabra Chraïfa)	93

**FORCES ET FAIBLESSES DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE**

Le rôle clé des mobilisations	95
Les limites du processus	100
« Il faut s'attendre à une deuxième révolution » (Adnen Hajji)	105

**DÉVELOPPER LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

Lassad Yacoubi au congrès de Solidaires	110
Nizar Amami au congrès de Sud-PTT	112
Mondialiser le syndicalisme (Frédéric Madelin)	114
Un exemple de coopération syndicale	119
Les luttes dans les centres d'appels tunisiens	121
Ali Ourak au congrès de Sud-PTT	123
Abattre la dictature de la dette pour libérer la Tunisie (Fathi Chamkhi)	124

**DOCUMENTS EN LIGNE SUR LE SITE DE SOLIDAIRES**

132

# TUNISIE



14 janvier 2011 à Tunis.

## QUELQUES REPERES

**Population** : 10,6 millions d'habitants en 2011.

**Taux d'urbanisation** : 67 % en 2010.

**Chômage** : 700 000 chômeurs officiellement recensés en 2011, soit 27,4 % des femmes en âge de travailler et 15 % des hommes.

Chez les diplômés du supérieur, le taux de chômage était de 43,8 % en 2011 chez les femmes, et 23,7 % chez les hommes.

**Travail « informel »** : concernerait environ 40 % de la population active (dont une forte proportion de jeunes et de femmes) et 50 % du PIB.

**Indice de développement humain** : passé de la 78<sup>e</sup> place mondiale en 1993, à la 94<sup>e</sup> en 2011.

**Dette** : En janvier 2012, le taux d'endettement public était de 40 % du PIB. Montant annuel consacré en 2012 au remboursement de la dette contractée par Ben Ali : 2,5 milliards de dinars.

Total des dépenses budgétaires de 2012 consacrées au développement régional, à la santé publique, à l'emploi, à la formation professionnelle et aux affaires sociales : 3,3 milliards de dinars.

**Tourisme** : Le tourisme emploie 400 000 personnes et fait vivre un quart de la population. Il représente 7 % du PIB tunisien. Entre janvier 2011 et mars 2012, il a baissé de 40 %.

**Taux d'alphabétisation** : 78 % en 2008.

### Droits des femmes

Egalité juridique étendue pour les femmes (Code de statut personnel) : 1956.

Abolition de la polygamie : 1958.

Légalisation de la vente de produits contraceptifs : 1961 (1967 en France).

Légalisation de l'interruption volontaire de grossesse : 1965 (1975 en France).

Nombre d'enfants par femme : 2 en 2011.